

Introduction au problème tzigane à l'Est

Iztok: Malgré les progrès qu'ils ont enregistrés sur le plan socio-économique après la guerre, les Tziganes sont toujours la cible privilégiée d'un certain racisme et demeurent, statistiquement, les plus pauvres; est-ce plutôt comme «pauvres» ou plutôt comme «différents» que les tziganes contestent le système dominant?*Alexandru Danciu*: Le problème est différemment vécu par les Tziganes selon la nature des groupes auxquels ils appartiennent. Après la guerre, dans le contexte de la politique globale pratiquée à l'Est, il y a eu des mesures visant à la sédentarisation des Tziganes (à noter que les groupes de Tziganes nomades subsistaient jusqu'il y a une dizaine d'années). Ces mesures qui ont connu des rythmes d'application et des résultats variables, ont conduit généralement à l'interdiction du nomadisme donc à la sédentarisation souvent forcée, par des moyens administratifs, des Tziganes. Je ne pense pas que l'on puisse parler de résistance à la sédentarisation. Moi, tout au moins, je n'en connais pas. Les Tziganes n'ont pas eu, à de rares exceptions près, la tactique de la résistance violente et collective. Dans la mesure où en Europe de l'Est l'État était peu consolidé la technique des Tziganes était distincte: ils préféraient détourner les lois et les règlements, ou bien les contourner.

Le nombre des Tziganes nomades a toujours été relativement réduit; à l'Est, ils représentaient 10 à 20% de l'ensemble de la population tzigane. C'est une réalité qui contredit quelque peu une certaine image sur le nomadisme, image courante au sein de la mentalité courante. Il ne demeure pas moins que les nomades ont mieux préservé les traits culturels caractéristiques que les sédentaires, ou plutôt les sédentarisés. D'une part parce que les nomades étaient plus

isolés, et d'autre part parce qu'ils entretenaient des relations plus fonctionnelles avec les sociétés qui les entouraient et les institutions auxquelles ils avaient à faire. Ces relations, notamment de «prestation de service», conféraient aux Tziganes une certaine qualification et leur permettaient d'exercer des occupations plus «claires» aux yeux de la population (chaudronniers, charrons, etc.). Ils ont pu par conséquent maintenir leur langue, leur façon de s'habiller, leurs traditions d'organisation sociale, une philosophie, une conception de la vie sociale distinctes, ainsi que des types de comportement et de personnalité particuliers. On peut considérer que les Tziganes nomades se sont retrouvés, surtout dans un pays comme la Roumanie, dans une situation plus confortable par rapport au système social que les sédentaires. Ils ont eu la possibilité de reproduire leurs occupations/qualifications dans des formes articulées au sein de l'économie et de la société environnante. Même de nos jours, les groupes tziganes nomades jusqu'il y a peu de temps peuvent être facilement repérés, identifiés, dans la mesure où le maintien de la spécificité culturelle leur a permis d'acquérir une identité plus visible et plus cohérente.

Les Tziganes sédentarisés depuis longtemps ont par contre perdu progressivement leur culture tandis que leurs occupations sont celles propres à la société majoritaire ou plutôt celles que la société majoritaire leur a permis d'exercer. Sans doute de nombreux éléments et groupes de cette catégorie – qui est stratifiée et diversifiée à son tour – ont bénéficié de la mobilité sociale, remarquable, de l'après-guerre. Mais quel est le résultat de cette promotion sociale? Une fois à l'intérieur des structures sociales comme ouvriers ou techniciens ou encore ingénieurs les Tziganes n'ont pas cessé de s'identifier comme Tziganes et surtout d'être identifiés, par les autres, comme Tziganes. L'axiome était qu'au fur et à mesure qu'ils recevront une éducation, qu'ils travailleront à l'usine et qu'ils habiteront des HLM, les Tziganes ne seront plus tziganes, mais Hongrois en Hongrie,

Bulgares en Bulgarie, etc. Force est de constater qu'il n'en est rien et que parfois, c'est le contraire qui est arrivé. Sur ce point, les Tziganes ne constituent pas une exception. Étant donné la «dialectique» de la construction du socialisme en Europe de l'Est, les différences ethniques se perpétuent, se reproduisent au lieu de s'atténuer comme le prétend l'idéologie et le discours dominants. Le problème national s'est intensifié au lieu de diminuer et les tensions raciales se sont aiguës. Dans ce contexte (identification socio-ethnique des Tziganes) les stéréotypes courants, et les préjugés à leur encontre ont gagné à bien des égards en ampleur.

I.: Est-ce que ceux qui ont bénéficié de la mobilité sociale d'après-guerre et surtout ceux qui ont acquis une situation «respectable» se revendiquent encore comme Tziganes?

A.D.: Le statut social de ceux qui ont atteint certaines performances, même modestes, dans le processus d'intégration, a incontestablement enregistré des progrès réels. Mais le statut collectif, de groupe de ces mêmes individus n'a pas connu pour autant des modifications sensibles. On peut parler de mobilité individuelle ascendante et donner des exemples édifiants mais du point de vue du prestige de groupe il n'y a pas eu de progrès notable. Concrètement les individus qui ont acquis des positions «honorables» parfois élevées sont jugés selon des critères qui découlent des stéréotypes traditionnels élaborés en fonction de la réalité des Tziganes pauvres, sales, voleurs etc. Ce transfert systématique et humiliant est dû à mon avis à l'absence d'une politique adaptée à la spécificité du problème tzigane considéré toujours comme uniquement social et non pas, aussi, culturel. Le résultat pratique, au niveau de la vie quotidienne, de la subordination du culturel (au sens large du terme) au social, est que les Tziganes qui se sont/ont été intégrés, donc qui ont «théoriquement» perdu les attributs des Tziganes, sont toujours victimes des stéréotypes et des préjugés. Enfin, plus

globalement, s'il y eu changement quantitatif et non qualitatif dans la condition des Tziganes, qui demeurent malgré tout les plus défavorisés sur le plan socio-économique, c'est aussi parce que la politique sociale ne s'est pas accompagnée d'une politique culturelle.

Le phénomène, nouveau, de la réactivation de la conscience ethnique, nationale, tzigane dans les Pays de l'Est doit être mis en rapport avec le fait que l'entrée massive des Tziganes dans les structures sociales a favorisé l'apparition d'une classe moyenne tzigane. Les individus professionnellement qualifiés et instruits qui en font partie ont les attributs d'une sécurité sociale mais sont à la recherche d'une sécurité culturelle, indispensable pour la réalisation de la dignité humaine. C'est cette classe moyenne (il ne s'agit pas – encore? – d'une bourgeoisie) et surtout son intelligentsia qui soutiendrait un mouvement d'affirmation ethnique, culturel tzigane; le rôle des larges couches de sédentarisés qui, outre les soucis économiques, connaissent une insécurité émotionnelle, affective croissante est plus difficile à établir... En tout cas il sera décisif.

Il y a un autre aspect que j'aimerais évoquer brièvement. Si les Tziganes sont à l'Est des citoyens de «seconde classe», c'est parce que leur groupe ethnique est perçu comme inférieur. Ceci est dû à la conception dominante sur la nation et la nationalité qui se sont toujours articulées historiquement dans l'État-nation. La fameuse définition stalinienne de la nation (dont les critères sont le territoire, l'État, l'économie et la langue) a renforcé cette conception du siècle passé. Si cette conception correspond, tant bien que mal, aux nations est-européennes, elle fait des Tziganes une sorte de phénomène résiduel, d'ethnie mineure. Ils n'ont pas de territoire, pas d'État, pas de langue «cultivée», écrite. Selon ces critères dominants, les Tziganes sont donc une sorte de sous-ethnie en comparaison avec les ethnies environnantes.

I.: Le principal obstacle pour l'affirmation tzigane serait donc le renforcement de la dynamique nationaliste au niveau de l'État et de la société?

A.D.: Oui, le nationalisme en tant que pratique politique et surtout quotidienne. De toute façon, ce qui est incontestable, c'est que le problème tzigane a surgi, dans un pays comme la Roumanie, au milieu des années 60, donc en pleine montée du nationalisme d'État. Je ferais remarquer que la signification politique du nationalisme est plus complexe et plus forte aujourd'hui à l'Est qu'à l'Ouest.

I. : Pour conclure pourrais-tu résumer le problème tzigane en Roumanie ces dernières années?

A.D.: Les Tziganes sont aujourd'hui confrontés à trois réalités distinctes, sinon contradictoires:

- La montée irrésistible du nationalisme roumain (je pense que ce n'est pas la peine de s'attarder sur les initiatives de Ceausescu dans ce domaine).

- L'idéologie officielle, systématiquement répétée, selon laquelle tous les citoyens, indépendamment de leur nationalité, ont les mêmes droits.

- L'existence de programmes socio-culturels pour les minorités culturelles hongroise, allemande, ukrainienne etc. Satisfaisants ou non (cf la question hongroise), ces programmes ont, aux yeux des Tziganes qui ne sont pas reconnus comme une nationalité, le mérite d'exister.

Devant cette situation, il y a de plus en plus de Tziganes qui veulent être reconnus spécifiquement, pouvoir s'auto-identifier publiquement pour ne plus être identifiés péjorativement par les autres. Comme à l'Est il faut un emballage idéologique pour tout, certains Tziganes exigent, en faisant appel à la terminologie officielle, la reconnaissance de la «nationalité tzigane».

Pendant de longues années, depuis la dernière guerre, l'usage

même du mot tzigane était assimilé officiellement à la promotion du racisme. Tout débat était exclu. Or pour se faire une idée des conséquences de cette situation il suffit de rappeler que peu de Roumains savent que les Tziganes ont subi un sort similaire à celui des juifs pendant la guerre. Je dirai en conclusion que tant que les Tziganes ne pourront s'assumer publiquement le racisme ordinaire et institutionnel dont ils font l'objet continuera. Et ce racisme fait mal: dans les postes de milice on bat les jeunes en général, mais les Tziganes en particulier; ces derniers sont souvent arrêtés massivement pour le simple fait d'être tziganes. Au ministère on envisage – dit-on – des programmes de stérilisation. Une rumeur peut-être, mais n'oublions pas que des tentatives similaires ont été dénoncées en Tchécoslovaquie, il y a quelques années, par la Charte 77.

Interview réalisée début 82

Rappelons que la première partie de cet entretien a été publié dans notre [numéro hors série de septembre 1982](#).